

<https://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1159>



En grève le 31 janvier pour imposer le changement !

- En lutte -



Date de mise en ligne : mardi 22 janvier 2013

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

De renoncements en renoncements...

Après l'annonce de la fermeture de l'usine d'Aulnay et les menaces sur Grandrange, les mauvais coups patronaux continuent : maintenant, c'est Renault qui annonce 7500 suppressions de postes en quatre ans.

A ce rythme-là, le nombre des chômeur-es toutes catégories inscrit-es à Pôle Emploi va bientôt dépasser les 5 millions !

Ce n'est pas l'accord signé par le Medef et trois organisations syndicales minoritaires (dont la Cfdt) - dans la droite ligne des plans « compétitivité-emploi » voulus par Sarkozy - qui va arranger la situation, bien au contraire :

- les accords d'entreprises plus favorables aux patrons vont être privilégiés au détriment des accords de branche,
- l'accord sur les complémentaires santé (4 milliards en jeu) va surtout bénéficier aux grands groupes de prévoyance comme Malakoff Mederic (de G. Sarkozy),
- il deviendra quasiment impossible de traîner les patrons voyous devant la justice !

Pendant ce temps, le Smic n'augmente que de 0.3 % (moins de 5 euros par mois) alors que les patrons vont empocher 20 milliards, sans aucune contrepartie !

Dans la Fonction Publique... pas mieux !

Pendant la campagne électorale, F. Hollande s'était engagé à rompre avec la logique comptable du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite (la RGPP), mais aussi à mettre « un coup d'arrêt » à cette politique qui laisse exsangue un certain nombre de services publics avec les dizaines de milliers de suppressions de postes (80 000 dans l'EN) depuis 2007 !

Aujourd'hui les intentions semblent différentes. Le plan de « modernisation de l'action publique » (MAP) présenté à l'issue d'un comité interministériel du 18 décembre donne une impression de « déjà-vu ».

Il s'agit comme en 2007, de faire « mieux avec moins » avec comme objectif du quinquennat 60 milliards d'économie ! C'est une véritable cure d'austérité que le gouvernement veut imposer aux politiques publiques.

En effet, c'est 60 000 postes qu'il faudra supprimer pour tenir l'objectif d'un nombre d'agents de l'état constant tout en respectant la promesse d'en restituer 60 000 dans l'Education !

Ce qui signifie qu'il faudra aller au-delà du fameux 1 sur 2 dans certains ministères comme la santé, la culture...

Dans l'éducation, le masque tombe !

Après des mois de discussion et quelques semaines de négociation sur la soi-disant refondation de l'École, la loi d'orientation est un copier-coller des lois Fillon-Chatel : toilettage de la LRU, maintien de la réforme du lycée, de la logique du socle et du LPC, du dispositif Eclair, ...

Les petits ajustements à la marge (quelques postes créés, pas tous statutaires ! La promesse de « plus de maîtres que de classes » dans certains cas...) ne suffisent pas à inverser la ligne libérale que poursuit le projet :

- aucun élan de démocratisation scolaire (sélection, individualisation et compétitivité irriguent toujours le texte),
- aucun « changement de paradigme » non plus pour les personnels soumis encore et toujours à la gouvernance, au management et à la caporalisation ambiante du métier.

De nombreux points (contenu du socle, rythmes scolaires, ...) seront fixés par décret, ce qui laisse craindre le pire. Des pans entiers de l'éducation (cartes de formation professionnelle, missions des Copsy, gestion des locaux éducatifs, organisation scolaire et périscolaire) sont sous la responsabilité des collectivités territoriales et conduisent à un éclatement de l'école et de l'éducation qui n'a plus rien de « nationale »...

Imposons le changement !

Le 14 novembre, la grève générale a été un véritable succès en Espagne et au Portugal et a montré la détermination des peuples à refuser les politiques d'austérité qui, loin de résoudre la crise, l'aggravent !

Les manifestant-es ont été beaucoup moins nombreux en France, mais il ne faut pas se bercer d'illusions, le journal libéral « The Economist » met la France sur la liste et prévoit qu'elle ait à subir la brutalité des politiques orchestrées par la troïka, et mises en musique par le Medef et le gouvernement !

Nous ne pouvons accepter aujourd'hui ce que nous avons combattu durement sous Sarkozy. La politique d'austérité du gouvernement a des conséquences dramatiques sur les populations les plus pauvres et fait le jeu de la droite et de l'extrême droite.

Cette politique s'inscrit dans une véritable logique de lutte de classe, au profit des classes dominantes.

C'est à notre tour de nous mobiliser et d'occuper la rue.

Faire grève le 31 janvier à l'appel de la Fsu, de la Cgt et de Solidaires est une nécessité.

C'est une première étape pour dire à ce gouvernement que nous n'avons pas viré Sarkozy pour subir la même politique d'austérité.

L'orientation politique social-libérale ne changera que si nous obligeons le gouvernement à revoir sa copie !

Seul le mouvement social pourra l'imposer ! Aujourd'hui, c'est en grève et dans la rue que nous pouvons construire un rapport de forces à même de changer la donne !

Tous en grève le 31 janvier !